



-----  
EuroPride 2013: Des artistes portent plainte pour récupérer leurs œuvres  
Publié par [Maëlle Le Corre](#) D'après Suzanne Ketchian, la présidente de la LGP Marseille, organisatrice de l'événement, il est impossible de restituer les œuvres des artistes, faute d'argent. Enquête. [Mise à jour, 17h30] Modification de la citation de Stéphane Corbin et précision de la non-implication de la Fédération LGBT. Un article paru [sur le site du quotidien La Marseillaise](#) a réveillé les polémiques autour de l'[EuroPride 2013](#), qui s'est tenue à Marseille en juillet dernier. Six mois après l'événement, des artistes crient au scandale: certaines de leurs œuvres exposées à la Friche de la Belle de Mai ne leur ont toujours pas été restituées. Yagg a enquêté.

**SANS NOUVELLES DE LA LGP** Marc-Antoine Serra, l'un des commissaires de l'exposition «Corps et Histoire», ne comprend toujours pas pourquoi les œuvres n'ont pas été rendues et explique sa collaboration avec la LGP, l'association organisatrice de l'EuroPride, et sa présidente, [Suzanne Ketchian](#): «Tout semblait normal au départ. Julien Blaine [l'autre commissaire de l'exposition] et moi avons préparé l'exposition en fonction des budgets. Deux jours avant l'ouverture, Suzanne Ketchian m'assure que les affiches et le catalogue seront bien là. Mais rien n'a été fait. Après l'exposition, les œuvres auraient dû être renvoyées. On nous a dit que cela serait fait à partir de septembre. Deux ou trois artistes domiciliés à Marseille ont récupéré les leurs. Mais depuis aucune nouvelle de la part de Suzanne Ketchian ou de Renaud Lomont [administrateur de la LGP]. Les œuvres seraient donc dans les locaux de la LGP, et encore, rien n'est certain. Et nous ne savons pas non plus dans quel état.»

**PLAINTE POUR ESCROQUERIE ET VOL** Le transporteur Orgatrans s'adresse désormais aux artistes pour régler les factures de la LGP. «Le transporteur se retourne contre nous, mais légalement, il en a le droit», explique un des artistes exposés à la Friche de la Belle de Mai, qui préfère garder l'anonymat. Cet artiste n'a toujours pas récupéré les pièces qu'il a prêtées. Malgré de nombreux mails envoyés à Suzanne Ketchian, la seule réponse qu'il a reçue date de début septembre, dans laquelle la présidente de la LGP l'informait que ses biens étaient entreposés dans le local de l'association. Elle s'engageait alors à les lui renvoyer. Depuis, silence radio.

Le 4 décembre, Julien Blaine a décidé de porter plainte contre Suzanne Ketchian et Renaud Lomont pour escroquerie et vol. Non seulement ses œuvres ne lui ont pas été restituées, mais ses prestations en tant que commissaire de l'exposition n'ont pas été réglées. Fin décembre, Marc-Antoine Serra a de son côté envoyé un courrier au Procureur de la République.

**«UNE SITUATION DÉPLORABLE»** Pour Philippe Murcia, président du [collectif Idem](#), les révélations de *La Marseillaise* ne sont pas une grande surprise. Il n'a aucune nouvelle de Suzanne Ketchian ni de Stéphane Corbin, coordinateur de la marche de l'EuroPride, qui est aussi le porte-parole de la Fédération LGBT (laquelle, précise-t-il, n'a eu aucune implication dans l'organisation). Concernant la structure même de la LGP, il le dit sans détour: «Il n'y a plus personne derrière. Cette situation est déplorable». Le responsable associatif s'inquiète de ce désengagement, mais là encore, il ne s'étonne guère: «Fin septembre, le comité organisateur de l'Europride a tenu son assemblée générale à Vilnius. La LGP n'a même pas pris la peine de s'y rendre pour présenter son bilan. C'était déjà un premier signal: la LGP n'a pas honoré son obligation à rendre des comptes».

En outre, le président du collectif Idem souligne les dégâts causés par la gestion du budget de l'événement: «Les associations marseillaises ont été impactées financièrement. Des procédures contentieuses sont en cours.»

**PROMESSE DE SUBVENTIONS** Joint par Yagg, Stéphane Corbin ne comprend pas la polémique: «J'ai participé au démontage de l'exposition de la Friche. Tout ce qui a été exposé a été stocké au local de la LGP». Mais comme le rappelle Marc-Antoine Serra, impossible d'accéder au lieu. «Cette histoire peut se régler très facilement, assure Stéphane Corbin. Il suffit d'entrer en contact avec les bonnes personnes.» Si le bilan de l'EuroPride n'a pas été établi, explique-t-il, c'est pour une raison simple: «Le Conseil général et le Conseil régional avaient promis chacun 80.000 euros, et nous avons fabriqué notre budget sur cette promesse. Ce budget n'a pas été voté et n'a donc pas été versé à la LGP. Cela explique pourquoi personne n'a été payé.»

Stéphane Corbin tient néanmoins à atténuer le procès d'intention qui se dresse autour de la LGP: «L'après-EuroPride a été une épreuve humainement terrible, pour Suzanne Ketchian et pour d'autres. On peut ne pas être d'accord, mais la LGP n'a pas voulu étaler sur la place publique certains commentaires reçus.»

**PAS LES MOYENS D'ACHEMINER LES ŒUVRES** Injoignable pendant plusieurs mois, Suzanne Ketchian, la présidente de la LGP, a décidé «d'arrêter de faire comme si de rien n'était». Contactée par Yagg, elle confirme que les œuvres sont en effet stockées dans les locaux de la LGP. Elle et Renaud Lomont, l'administrateur de l'association, en ont restitué une partie, celles dont les

propriétaires résident à Marseille et aux alentours. Pour les autres, assure-t-elle, la LGP les enverra... lorsqu'elle en aura les moyens. «L'association n'a aucun intérêt à garder ces œuvres!» s'exclame Suzanne Ketchian qui réfute les accusations de vol.

La présidente de la LGP nie aussi avoir ignoré les mails des artistes désireux/ses de revoir enfin leurs créations, admettant néanmoins que ceux envoyé à son adresse de l'EuroPride risquent d'être partis dans le vide, puisque le nom de domaine a expiré. Suzanne Ketchian confie [être tombée en dépression](#) après l'événement et avoir passé une partie de l'automne en maison de repos:

«Je n'ai pas encore accusé le coup. Aujourd'hui, je n'ai plus un rond, j'ai dormi plusieurs mois dans ma voiture, je me suis mise en danger, j'ai mis en danger ma famille. J'ai fait n'importe quoi.»

**«DES ERREURS ONT ÉTÉ COMMISES»** «Les promesses n'engagent que ceux qui y croient, résume amèrement Suzanne Ketchian. On ne les a pas rêvés, ces financements, on nous les a assurés. Quand un directeur de cabinet du président de la région vous regarde droit dans les yeux et dit qu'il va vous soutenir, vous y croyez. Quand on a su que les subventions n'arriveraient pas avant octobre ou novembre, on a réduit la voilure. Ce n'est pas de gaîté de cœur que nous avons dû tronquer l'événement.» C'est donc de sa poche que la présidente de la LGP dit avoir avancé l'argent manquant à l'organisation de l'événement, au risque de perdre son logement et son travail. «Une certaine presse n'a parlé que des annulations de soirée, alors qu'il s'est quand même passé d'autres choses lors de l'Europride!», tempête-t-elle.

Alors que certain.e.s déclarent ne pas avoir été du tout payé.e.s, Suzanne Ketchian assure, elle, avoir versé des avances à plusieurs personnes. Marc-Antoine Serra confirme en effet avoir reçu 1000 euros, tandis que Julien Blaine affirme n'avoir rien touché. «D'autres personnes ont reçu leur avance, mais ne sont même pas venues travailler», ajoute Suzanne Ketchian.

«J'ai donné deux ans de ma vie à l'EuroPride. Il y a eu des erreurs qui ont été commises, mais je n'ai rien volé, je n'ai rien pris. L'argent que j'ai donné, je ne le reverrai jamais.»

**L'APRÈS EUROPRIDE** De son côté, Philippe Murcia refuse que la LGP et les couacs autour l'organisation de l'EuroPride deviennent «l'arbre qui cache la forêt». Car le paysage associatif LGBT de Marseille est riche et a retroussé ses manches pour restaurer la réputation de la ville, ternie par un événement pour le moins décevant.

«Aujourd'hui, il faut continuer à avancer. En septembre 2013, nous avons lancé un appel pour faire part de notre mécontentement, demander des comptes aux organisateurs/trices et fédérer nos forces. Nous sommes entré.e.s dans une dynamique de travail pour préparer 2014.»

Quatre groupes planchent aujourd'hui sur différents enjeux: un agenda LGBT pour la ville de Marseille, un projet de centre LGBT, la préparation des élections municipales et européennes, et les questions internationales telles que les Jeux olympiques de Sotchi. «L'EuroPride a semé le trouble dans la communauté LGBT. Aujourd'hui, les 22 associations qui ont répondu à l'appel savent qu'il n'y a aucun intérêt à entretenir les clivages.»